

<http://lepcf.fr/La-crise-italienne-et-la-responsabilite-des-communistes>



La crise italienne et la responsabilité des communistes

- Internationale - Union Européenne -



Date de mise en ligne : lundi 4 juin 2018

Copyright © Faire Vivre le PCF ! - Tous droits réservés

1. La Constitution italienne est basée sur un gouvernement parlementaire. Le président de la république n'a pas le pouvoir de dicter la direction politique du gouvernement.

Le président de la République Sergio Mattarella a refusé de signer la nomination du professeur Paolo Savona en tant que ministre de l'économie, nomination proposée sur recommandation du Mouvement 5 étoiles (M5S) et de la Ligue, par le Président du Conseil, Giuseppe Conte, qui en a démissionné de son mandat.

Mattarella a justifié son choix en prononçant un bref discours devant le pays dans lequel il a déclaré qu'il avait

« partagé et accepté toutes les propositions de ministres, à l'exception de celle du ministre de l'Économie. La nomination du ministre des affaires économiques est toujours un message immédiat de confiance ou d'alarme pour les opérateurs économiques et financiers. J'ai demandé, pour ce ministère, la nomination d'un représentant politique faisant autorité dans la majorité, et qui soit conforme à l'accord de programme. Un exposant qui - au-delà de l'estime et de la considération pour la personne - **ne soit pas considéré comme le partisan d'une ligne, présentée à plusieurs reprises, qui pourrait probablement, ou même inévitablement, amener l'Italie à quitter l'euro** [1]. C'est tout à fait différent d'une attitude vigoureuse consistant, au sein de l'Union européenne, à agir pour le mieux du point de vue italien. En réponse à cette demande, j'ai noté - avec regret - qu'aucune autre solution n'était disponible, et donc, le Président du Conseil a démissionné de son mandat. L'incertitude quant à notre position dans l'euro a alarmé les investisseurs et les épargnants, italiens et étrangers, qui ont investi dans nos obligations d'État et dans nos entreprises (...) Il est de mon devoir, en procédant à la nomination des ministres - que la Constitution me confie - de veiller à protéger l'épargne des Italiens (...) **L'adhésion à l'euro est un choix fondamental pour les perspectives de notre pays et de nos jeunes.** » [2]

Le refus de nommer Savona [3] ministre est simplement motivé par une évaluation politique du Président de la République. Mais notre Constitution est basée sur le principe du gouvernement parlementaire et **exclut que le Président de la République dicte la direction politique du gouvernement.**

En outre, après avoir énuméré les catastrophes économiques actuelles et futures (le *spread* qui augmente de jour en jour, menaçant l'épargne des Italiens, décourageant les investisseurs, augmentant les intérêts sur la dette, augmentant les hypothèques, etc...), Mattarella dit que « *beaucoup se souviennent quand - avant l'Union monétaire européenne - les intérêts bancaires étaient proches de 20 pour cent* ». Il s'agit d'un forçage évident, de basse propagande, qui se réfère à un contexte économique-politique interne et international complètement différent de l'actuel, qui n'a pas de fondement scientifique : d'une part, c'est une tentative maladroite de justifier une décision difficile à justifier (comme une *excusatio non petita*) ; d'autre part, c'est le début d'une campagne électorale féroce dans laquelle le seul suspect de critiquer l'euro est stigmatisé et interdit.

Ce qui s'est produit le 27 mai est une nouvelle violation de la Constitution républicaine et de son principe de souveraineté nationale et populaire. Ce n'est pas la première : elle est conforme aux déclarations de Cossiga, à la lourde ingérence de Napolitano et aux tentatives de déformer la Constitution, soutenues par Berlusconi, les néo-fascistes et la Ligue du Nord au milieu des années 2000 et plus récemment par le PD de Renzi (rejetées par le référendum du 5 décembre 2016). Elle accélère et aggrave la crise démocratique italienne dans les rapports entre les groupes au pouvoir et les masses (entre ce qu'on appelle aujourd'hui l'establishment et sa légitimation démocratique), crise qui s'est clairement manifestée dans le vote du 4 mars avec l'affirmation extraordinaire (32%) du M5S, qui présente comme pilier de son programme le rejet de la "caste", des rentes et privilèges des "politiques", et de la Ligue Salvini.

La longue crise économique italienne, le déclin prolongé du pays, aggravés par la crise financière et sa gestion imposée par la BCE et les pouvoirs supranationaux (voir la lettre de Trichet et Draghi qui a dicté l'agenda économique et social italien et ouvert la voie au gouvernement Monti [4]), ont été parsemés de tentatives partiellement avortées de bouleversements constitutionnels visant à réduire le rôle des assemblées électives, ainsi que de forçages présidentielles, en particulier depuis 2011, lorsque le président Giorgio Napolitano a substitué le rôle constitutionnel d'arbitre *super partes* du président par celui de décideur et de promoteur de l'orientation politique et des transformations de la Constitution : une situation perpétuellement mobile de transition constitutionnelle visant à "sécuriser" la position atlantique et pro-européenne du pays, situation que les classes dirigeantes n'ont pas réussi à atteindre et qui se présente aujourd'hui avec le nouveau *vulnus* d'un gouvernement avorté en raison de la présence d'un ministre de l'économie soupçonné de critiquer l'euro.

2. Aventurisme et subversion de M5S et de la Ligue.

Le choix de Mattarella ouvre un fossé entre les pouvoirs de l'État. Il ne renforce pas, mais rend le pays plus fragile et révèle davantage sa souveraineté limitée.

Mais les communistes et ceux qui se réfèrent au mouvement ouvrier ne peuvent ignorer que cette aggravation de la crise a été lucidement et cyniquement poursuivie par calcul électoral par la Ligue de Salvini, une force déployée ouvertement à droite qui a imposé dans le programme gouvernemental (le "contrat" tant vanté par Di Maio) l'annulation de ces parties du programme de M5S sur l'intervention publique dans l'économie, de sorte que ce "contrat" - en certains points extrêmement détaillé (et hors de place dans un programme politique) même sur le rôle des engrais chimiques et du compost (point 4, p. 11) et exposé dans l'ordre alphabétique et sans ligne cohérente de direction politique - a été clairement dominé, sur les questions économiques, par l'approche néolibérale : l'impôt forfaitaire, avec l'idée que la plus grande disponibilité de l'argent - avec la "main invisible" Smithienne - initierait miraculeusement la reprise économique, sans planification publique et sans intervention économique de l'Etat. Salvini, mettant un *aut aut* ("ou bien, ou bien") au président de la République sur le nom de Savona - utilisé comme tête de bélier pour renverser la table d'un accord avec le M5S qui était maintenant serré - a essayé, avec succès, de le briser, aggravant la crise politique, élevant le niveau de l'affrontement politique sur la question de l'euro. De cette façon, il s'est déplacé dans la même direction que des forces politiques comme le PD de Matteo Renzi, qui, vaincues lors des élections du 4 mars, ont visé l'effondrement du pays (rejetant à priori la tentative d'un gouvernement de coalition avec le M5S) pour pouvoir retourner dans le jeu politique.

Un affrontement sur l'UE et l'euro implique, comme l'affaire grecque l'a bien montré, une confrontation avec des puissances internes et internationales très fortes et nécessite donc une préparation des forces, une prise de conscience et une stratégie qui ne sont pas du tout présentes dans le pays. Le discours de Mattarella était juste sur un point : la question euro/UE n'était pas au centre de la campagne électorale ; le M5S l'a immédiatement supprimé, la Ligue l'a tenue dans quelques affiches, mais avec une référence prédominante à la question de l'immigration.

S'engager dans une bataille contre les forces les plus puissantes sans préparation adéquate des forces populaires et sans stratégie précise s'inscrit dans la pire tradition de l'aventurisme italien. La Ligue, qui s'agit aujourd'hui démagogiquement sur la question de la souveraineté nationale, a haussé le niveau de l'affrontement à des fins électorales.

Le M5S, qui se base sur l'idéologie du dépassement de la droite et de la gauche et de la lutte de classe, qui met dans le même lot capital et travail, après avoir immédiatement retiré les positions critiques sur l'OTAN et l'UE, après avoir annulé du "contrat" le fait de développer une intervention économique publique (une mise en scène médiatique dans laquelle plusieurs points s'empilent, sans le fil rouge d'une stratégie politico-économique), s'est en outre révélé être une force hésitante, qui se nourrit de démagogie (la "caste", les "rentes"), mais n'a ni le courage, ni les cadres, ni une stratégie sérieuse pour soutenir un choc d'une telle ampleur, comme celui de l'UE et de l'euro. Après tant

d'autodafés pour former le gouvernement, ils ont remis les clés décisives et le dernier mot à la Ligue de Salvini, un parti beaucoup plus structuré et organisé.

Ce ne sont pas les forces auxquelles confier la direction et l'activation d'un projet stratégique fondé sur la souveraineté nationale et populaire, visant à sortir l'Italie du déclin et à apporter des réponses concrètes aux problèmes de développement économique, d'emploi, de formation et de recherche.

La situation italienne est extrêmement dangereuse : crise politique, crise économique, crise institutionnelle s'additionnent. Le niveau de confrontation s'élève, mais dans la plus grande démagogie : démagogie - qui se manifeste aussi dans le discours de Mattarella - qui menace de catastrophes économiques et appelle à des actes de foi aveugle, indiscutables et absolues dans la monnaie unique ; et démagogie de la part de ceux qui, après avoir présenté un programme qui prévoit une énorme augmentation des dépenses publiques sans aucune couverture (impôt forfaitaire et revenu de citoyenneté), exigent qu'à la sortie de la monnaie unique les problèmes du pays soient résolus par magie.

3. Dans cette situation, il faut construire un véritable front populaire pour la défense du pays.

Les communistes et ceux qui sont véritablement liés au mouvement ouvrier et démocratique qui a joué un rôle si positif dans l'histoire de notre pays et dans la construction de la République, ne peuvent et ne doivent pas accueillir ni la bourgeoisie *comprador* liée à la UE et à l'OTAN, qui a aujourd'hui dans le PD de Matteo Renzi son principal parti de référence (quelqu'un l'a baptisé "gauche impériale"), ni l'aventurisme démagogique et la subversion potentielle de la Ligue ou du M5S, ambigu, hésitant et confus. Les communistes ne peuvent et ne doivent pas se limiter au rôle de spectateurs passifs dans un affrontement qui, comme il le promet, accentue la démagogie et nous éloigne d'un chemin concret, d'une stratégie pour le pays.

Dans cette situation, les communistes ont le devoir de construire un front politique capable de parler clairement et avec la plus grande rationalité, sans fumée et ambiguïté, sur la base d'un programme politique de transition, capable de récupérer les points les plus élevés de notre tradition de lutte, à partir de la Résistance antifasciste et de la rédaction de la Constitution de la démocratie économique et sociale. Un programme politique qui n'est pas le bourrage d'exigences différentes et pas toujours cohérentes en soi (comme l'a été en partie le programme du "Pouvoir au peuple"), ni la simple proposition du principe que tout se réfère à une future révolution socialiste ou qui fait des proclamations grandiloquentes sans définir un chemin concret dans une stratégie à long terme.

Un tel programme, construit et exposé sur la base d'un discours clair et sans ambiguïté, qui n'efface pas la contradiction capital-travail, ni l'existence et la lutte des classes (comme c'est le cas dans l'idéologie "populiste" de la Ligue et du M5S), peut se résumer en quelques lignes de base, essentielles, que la Constitution a tracées :

1. Défendre le gouvernement parlementaire et lutter pour une loi électorale proportionnelle, comme dans l'esprit de la Constitution de 1948, contre toute tentative de repropose des systèmes électoraux majoritaires. Lutter contre toute dérive présidentielle et autoritaire qui, dans cette phase de crise institutionnelle, pourrait se produire et être proposée (et est déjà en place).

2. Une forte intervention publique dans l'économie, avec une planification démocratique (dans les formes déjà prévues par la Constitution et dans d'autres qui peuvent être développées), sous contrôle démocratique, des lignes directrices de développement. C'est d'abord sur ce point, sur l'intervention de l'État en tant qu'expression de la souveraineté nationale populaire, que s'ouvre le conflit avec l'approche néolibérale de l'UE de Maastricht.

3. En reconnaissance d'un monde multipolaire, affirmation d'une politique étrangère indépendante, à la fois de

l'impérialisme américain, qui contrôle notre pays et l'Europe à travers l'OTAN et qui aujourd'hui, avec Trump, est en concurrence avec l'Allemagne, et de l'impérialisme allemand, qui se déplace à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE, ou de celui français, protagoniste des aventures militaires en Afrique et au Proche-Orient.

Les communistes et les forces qui se réfèrent au mouvement ouvrier et démocratique doivent savoir comment trouver la sagesse et la force dans la crise italienne, qui s'accélère violemment et empire, sur la base des grandes leçons unitaires qui ont marqué les meilleures pages du mouvement ouvrier international et italien, pour construire l'unité entre eux et créer un front uni, dans un affrontement qui promet d'être très difficile et vital, en surmontant et en laissant le pire - et c'est beaucoup ! - qui a marqué l'histoire des communistes et du mouvement ouvrier en Italie au cours des trente dernières années : le calcul politique du court terme, le carriérisme, l'opportunisme, les personnalismes qui placent l'intérêt personnel particulier avant l'intérêt général, l'esprit de clan ou de groupe plutôt que lié à une vision stratégique globale, le sectarisme, le dogmatisme, avec la prétention d'être les seuls dépositaires de la vérité et de la bonne ligne, proclamation de principes et incohérence de l'action politique - et cela les a relégués hors de l'histoire réelle, dans le rôle de témoins ou, pire, de "supporters" subordonnés de l'un ou l'autre champ de démagogues opposés qui trompent le pays, venant, comme un camarade français a amèrement observé, au chef-d'oeuvre politique négatif de toucher le fond et de pouvoir aller encore plus bas, au-delà du fond...

Si, dans la précipitation de la crise italienne, les communistes ne reprennent pas la voie principale de l'unité dans la construction d'un front populaire, l'histoire - paraphrasant un célèbre dicton de Fidel Castro - ne nous absoudra pas.

[1] Les caractères gras sont de moi A.C.

[2] Voir

<https://video.corriere.it/governo-mattarella-non-posso-subire-imposizioni-ministri-discorso-integrale/7b2cc8e0-61e0-11e8-83c2-c2f27971c337>

[3] Savona est la personne proposée pour le ministère de l'économie. C'est un économiste qui a eu un rôle dans le MEDEF et qui a dirigé une banque. Depuis les années 1990, il a exprimé son opposition à l'adhésion de l'Italie à l'euro, qu'il considérait comme contraire à la structure économique italienne et bénéficiant exclusivement à l'Allemagne et aux pays du Nord de l'Europe.

[4] Voir le numéro spécial de MarxVentuno 1-2/2016 pour plus de détails sur l'ensemble de la crise institutionnelle.